

Allocution d'ouverture du congrès des élus progressistes Zeralda, le 12 octobre 2018

Mesdames et messieurs les députés, les membres des APW, les présidents d'APC et les élus
Bonjour et bienvenus,

Nous organisons aujourd'hui un congrès de nos élus pour la mise en place d'une instance statutaire décidée par le cinquième congrès de notre parti le RCD. Une instance pour assurer le partage des compétences, des connaissances et des expériences entre les élus. Cette instance doit être pour nous le lieu où nous devons parvenir à une meilleure diffusion des principes et normes de la bonne gouvernance. C'est en tout cas ce que les citoyens et en premier nos électeurs, vos électeurs dans vos localités respectives, attendent. La rencontre d'aujourd'hui signifie que le parti assumera toutes ses responsabilités et déploiera tous les moyens dont il dispose pour mener à bien cette mission capitale. A chacun de nous sur le terrain de faire de son mieux pour montrer que la gabegie, la bureaucratie et la corruption qui prévalent dans la vie publique ne sont pas une fatalité. Aujourd'hui, la mauvaise gouvernance des dirigeants exerçant au niveau des plus hautes sphères du pouvoir et de l'Etat, a déteint sur toutes les institutions à tous les niveaux de responsabilité ; elle gangrène tous les secteurs d'activités de la vie économique et sociale du pays.

Dans ce registre, il y a d'abord la mauvaise gouvernance politique avec les élections systématiquement truquées qui a conduit à la dé-légitimation de toutes les institutions de la république, la soumission de la justice au pouvoir exécutif et son instrumentalisation au profit de toute sorte de lobbies qui gravitent autour de la gestion de la rente (commerce extérieur, marchés publics, octrois de crédits et d'avantages...). Le résultat immédiat de cette dégradation est l'expansion vertigineuse de la corruption avec son corollaire d'injustices qui alimentent le creusement du fossé séparant le citoyen du dirigeant.
Chers amis;

Vous étiez témoins des démêlés pitoyables qui ont eu pour théâtre l'Assemblée populaire nationale entre des protagonistes tous issus des partis du pouvoir autour du maintien ou pas du président de l'APN. Dans ce simulacre de contestation, c'est d'abord la constitution et les lois en vigueur qui ont été piétinées par ceux là mêmes qui les ont promulguées. Cet épisode est l'exemple même d'une gouvernance à la dérive. Nous avons assisté à une guerre par procuration menée par les premiers responsables du pouvoir exécutif contre le premier responsable du pouvoir législatif en dehors des codifications constitutionnelles clairement établies organisant les fonctions de l'Exécutif et du Législatif. Cette tentative de déstabilisation d'une institution de la république conduite par des députés appartenant au FLN, parti présidé par le chef de l'Etat lui-même, et au RND dirigé par le premier ministre est un précédent grave dans la pratique politique des dirigeants officiels. Le message délivré, à cette occasion, à toutes les assemblées élues, peut être ravageur : toute assemblée pourra être bloquée si des forces de l'ombre tapies dans les rouages de l'Etat estiment que cette structure ne rentre plus dans leurs visées ou dans leurs plans. Il y a ensuite la mauvaise gouvernance économique avec, notamment, le refus de rompre avec l'approche rentière et de procéder à des transformations structurelles dans le secteur de l'économie. Ce choix a clairement prévalu pendant toute la période d'un baril de pétrole à plus de 100 dollars. En 2014, lorsque le baril était au plus bas, la même orientation a continué à prévaloir avec le recours inconsidéré au fond de régulation des recettes jusqu'à son quasi épuisement pour pallier la baisse des recettes induite par la chute du prix des hydrocarbures. Ceux qui s'attendaient à ce que le gouvernement change sa politique pour introduire des réformes ont vite déchanté. Lorsque le fond de régulation a été épuisé, le pouvoir a sorti de sa manche la planche à billets pour continuer sur le même niveau de fonctionnement et combler artificiellement les déficits.

L'argument fallacieux qui consiste à affirmer que ses « faux billets » serviront pour

l'équipement ne tient plus la route avec le projet de loi de finance 2019 ; le budget d'équipement baisse de 10, 9% par rapport à 2018 sans compter l'effet de la dévaluation, ce qui ramènerait cette baisse en valeur réelle à au moins 15%. Une telle politique qui a déjà ruiné les secteurs de l'industrie, de la santé ou de l'agriculture générera une croissance atone avec son lot de chômage et de baisse continue du pouvoir d'achat. Je ne parlerai pas du registre de la corruption et des passe-droits ; les scandales à répétition ne sont que la partie visible de cette monstruosité qui rythme la vie publique. Le dernier canular est l'enregistrement et la diffusion de deux échanges téléphoniques, le premier entre le président de l'Assemblée nationale et un haut responsable non identifié et le second entre un responsable de groupe de presse courtisan et un officier du renseignement. On imagine comment a été reçue et traitée cette anecdote par les observateurs étrangers déjà stupéfaits par un régime aussi opaque qu'imprévisible. Dans ce magma politico-sécuritaire, il y a également la mauvaise gouvernance administrative et territoriale qui se manifeste au double plan d'une conduite aléatoire des politiques publiques qui renforce le sentiment d'inégalité des chances entre les citoyens et provoquent des déséquilibres encore plus graves entre les différentes régions du pays. La politique de multiplication de création d'entités administratives comme les wilayas déléguées dans le Sud et les hauts plateaux est une réponse illusoire ; dans le meilleur des cas elle permet au pouvoir d'exercer momentanément un contrôle (policié) sur les populations. Il y a enfin l'absence de gouvernance dans la médiation qui se caractérise par la persistance de conflits sociaux à l'image de la grève des résidents qui dure depuis une année, des protestations périodiques des patriotes et retraités de l'Armée qui durent depuis bientôt une dizaine d'années ou encore des manifestations des populations du sud du pays qui ne rencontrent aucune écoute. Cette situation est d'abord le résultat du verrouillage de l'espace public avec son lot de rétrécissement du champ syndical et associatif autonome et la caporalisation de toutes les organisations traditionnelles à tous les niveaux.

Chers amis

En disant tout cela, mon propos n'est pas de conclure que tout est joué et qu'il n'y a rien à faire. Au contraire, tout est à faire. La révision du code communal et de wilaya en préparation est une opportunité à saisir pour engager le débat d'abord entre les élus eux-mêmes et avec les citoyens dans un deuxième temps. Il s'agit d'identifier les besoins en renforcement de capacités des communes et des wilayas, de lister les bonnes pratiques en termes de coopération et d'échanges dans le cadre de l'intercommunalité, mais aussi de réfléchir à l'animation d'entités plus petites comme les quartiers et surtout les villages qui demeurent des foyers autour desquels s'organise une partie importante de la vie sociale et de plus en plus économique dans de nombreuses localités. Il s'agit de réfléchir à un projet de refonte du code communal et du code de wilaya pour aller dans le sens de la décentralisation avec une meilleure définition des compétences des assemblées locales, une délimitation de leurs secteurs d'interventions et d'actions, la clarification des règles de leur fonctionnement et des rapports entre leurs organes internes et leurs prérogatives respectives, l'amélioration du statut de l' élu local, l'assouplissement des contrôles de tutelle et enfin consacrer les principes de coopération, de solidarité et de libre administration.

L'objectif est d'asseoir une pratique politique innovante et performante et de consacrer l' élu dans son rôle d'entrepreneur des politiques publiques. Cette refonte doit prendre en considération la réalité de l'organisation territoriale et sociale dans les différentes régions de notre pays. Précisément, l'exemple du village connu de tous comme entité structurante de notre société rurale avec une concentration importante d'habitants doit être intégré dans notre réflexion pour lui conférer un statut juridique et pourquoi pas une reconnaissance légale comme subdivision territoriale avec un champ de compétence bien défini. La vie et l'action collective pluridisciplinaire qui y règne avec des instances de gestion et de médiation démocratiques représentatives ne peuvent être ignorées pour tout responsable. C'est un

passage obligé pour le renforcement de la participation de la population au processus de prise de décision et la promotion du développement socioéconomique au niveau local.

D'autres aspects importants de la vie des collectivités locales rendent nécessaire l'existence d'une structure performante de nos élus pour réfléchir, apporter assistance et conseils, voire entreprendre des démarches solidaires auprès des institutions afin de résoudre des problèmes spécifiques. Le blocage des projets CapDel dans certaines APC, notamment celle gérée par le RCD comme la commune de Beni Maouche dans la wilaya de Bejaia, au niveau du ministère de l'intérieur risque de conduire à son annulation si l'enveloppe dégagée par l'Union Européenne n'est pas consommée dans les délais. Je rappelle que de tels projets pilotes existent dans 10 communes du pays. Ils consistent « à mettre en place les conditions de gouvernance communale concertée, attentive aux attentes des citoyens et basée sur la transparence et la participation ». Une approche qui sera testée pendant quatre années (2017-2020) dans ces communes pilotes pour faire remonter au niveau central les leçons retenues et les bonnes pratiques qui seront ensuite généralisées à l'ensemble des communes algériennes.

Il est pour le moins étrange que les communes gérées par le RCD subissent des entraves et que les démarches initiées par les élus de Beni Maouche au niveau du ministère de l'intérieur soient restées, jusque-là, lettre morte. Le blocage d'un financement du PNUD destiné au traitement des déchets dans la wilaya de Tizi Ouzou et arraché par l'APW RCD 2007/2012 est un autre exemple de cet acharnement irresponsable. L'argument avancé à l'époque par l'actuel et déjà chef du gouvernement était que l'Etat allait débloquer l'équivalent de trois à quatre fois le financement du PNUD. On attend toujours.

Des cas de blocages similaires existent dans plusieurs communes. Il s'agit aussi pour cette instance des élus progressistes de les recenser et d'agir en conséquence pour les dépasser. Nos députés doivent être associés pour user de leurs prérogatives d'interpellation du gouvernement par des questions orales ou écrites sur les obstructions en question.

Les expériences de nos élus locaux dans la gestion réussie de leur municipalité doivent être partagées et valorisées. La structure que nous allons mettre en place aujourd'hui est essentielle pour fédérer nos énergies et nos compétences. Il s'agit d'une part de renforcer nos capacités de gestion et d'améliorer notre intervention dans la prise en charge des préoccupations et attentes des citoyens. D'autre part, elle doit être le lieu de restitution de cette intervention pour préparer au mieux les prochaines échéances électorales.

Dans la phase actuelle, la rencontre d'aujourd'hui est plus qu'une initiative technique. Au moment où la haute administration asservie par une tutelle politique déterminée à déconstruire la Nation, il est vital que des pratiques vertueuses portées par le dévouement et l'intégrité réconcilient le citoyen avec des institutions de bases. C'est en redonnant confiance au quotidien et dans la proximité par une gestion saine, performante et transparente que nous pouvons gagner la sympathie et la mobilisation des citoyens. Notre action est aussi un message qui sera capitalisé par le parti et, au-delà, le projet démocratique quand les circonstances permettront au peuple algérien de décider de son destin. Les pierres d'aujourd'hui posés dans nos communes sont les fondations des stratégies pour le développement national de demain.

Je vous remercie

Mohcine
Président du RCD

BELABBAS